

Stephen Harper crée un Bureau de la liberté de religion



Maple, Ontario — Un Ukrainien catholique a été sélectionné pour diriger le nouveau Bureau de la liberté de religion ayant le mandat de promouvoir la tolérance religieuse partout sur la planète, alors que le premier ministre Stephen Harper donnait suite, mardi, à une promesse électorale effectuée il y a près de deux ans.

Dans une mosquée et centre communautaire au nord de Toronto, M. Harper a nommé Andrew Bennett comme «ambassadeur» de ce nouvel organisme rattaché au ministère des Affaires étrangères.

«Cela en dit long sur la volonté du gouvernement de protéger cet aspect des droits de la personne», a déclaré M. Bennett, un fonctionnaire et un universitaire qui a travaillé au Bureau du Conseil privé, le «ministère du premier ministre».

«C'est une question de tenir les gens informés de la situation de la liberté religieuse à l'étranger; c'est une question d'interagir avec les Canadiens de la diaspora qui proviennent de régions du monde où la liberté de religion n'est pas respectée.»

Religion et politique étrangère?

Selon des groupes de défense des droits de la personne et des porte-parole de

l'opposition, toutefois, la création de ce bureau est une tentative mal avisée d'injecter de la religion dans la politique étrangère canadienne.

Au dire de M. Harper, toutefois, la persécution religieuse est un problème urgent et mondial. Il a entre autres dressé une liste d'exactions commises contre des juifs, des chrétiens coptes, des musulmans et des bouddhistes.

«Sous notre gouvernement, le Canada s'est prononcé, de façon constante et catégorique, sans crainte et sans attendre de faveur, pour la défense des droits de la personne partout dans le monde et particulièrement pour la défense de la liberté religieuse», a-t-il ajouté.

Des sources gouvernementales ont laissé entendre que les conservateurs avaient eu de la difficulté à trouver quelqu'un pour diriger le nouvel organisme, qui emploiera cinq personnes et disposera d'un maigre budget de 5 millions, dont 500 000 \$ pour son fonctionnement.

Le porte-parole néodémocrate en matière d'affaires étrangères Paul Dewar décrie pour sa part le champ d'action de ce bureau.

«Les conservateurs ont promis à répétition une agence pour favoriser le développement de la démocratie, mais ils ont brisé cette promesse et vont désormais de l'avant avec une approche beaucoup plus étroite et limitée», a-t-il déclaré.

Source: l'agence de presse La Presse Canadienne pour La Presse (Montréal) / The Globe and Mail / Torstar, publié le 19 février 2013